

LA REGION

Réforme, sera mise en place : le 1er janvier 2016

Secrétaire d'Etat chargé de la réforme territoriale:

André Vallini

SIX Régions inchangées – Ile de France – Centre Val de Loire- Bretagne – Pays de la Loire – Provence Alpes Côte d'Azur - et Corse

--==--

Quatre régions nouvelles : Haute et Basse Normandie – Bourgogne – Franche Comté?

Auvergne-Limousin-Poitou-charentes

--==--

Trois qui renâclent :1)Nord-Pas-de-Calais-Picardie, 2)Languedoc-Roussillon-Midi Pyrénées, 3)Alsace-Lorraine-champagne-Ardenne

--==--

NOUS POUVONS DEPLORER ; Que le pouvoir ait privilégié la forme (carte) avant le fond (le pouvoir)

Reste à déterminer :

Choix des nouveaux noms : 1er Octobre 2015

Choix de la Capitale régionale

Unification des budgets

harmonisation des statuts des personnels

Stratégies des développement

Intégrations des subventions européennes

Choix des nouveaux noms : 1er Octobre 2015

Choix de la Capitale régionale

Unification des budgets

Harmonisation des statuts des personnels

Stratégies des développement

Intégrations des subventions européennes

Restera ensuite à déterminer :

Redéfinition des compétences respectives des collectivités territoriales_

Règles du jeu entre les différents acteurs

QUI FAIT QUOI?

Il semble que tout soit à refaire, le gouvernement ayant envisagé la suppression des départements d'ici 2020

Le projet semble enterré, la modification de la Constitution ne serait pas passée (obtenir un vote des 3/5è s'avérant impossible)

Un projet est en cours de discussion depuis le 6 décembre au Sénat (*Notre nouvelle organisation territoriale de la République*)

Qui s'occupera des collèges, des routes, des organismes sociaux, des ports?

A qui le développement économique, la décentralisation des politiques de l'emploi, que maintenant l'Etat conteste

Nous sortons là de la décentralisation, pour entrer dans une réforme de l'organisation de l'Etat, en réalité sa désorganisation : La réforme doit en réalité redéfinir les compétences de l'Etat et de désigner qui sera responsable de quoi

Le gouvernement socialiste assure qu'on ne peut plus gérer le pays de manière colbertiste

Admettons que tous cela se fasse : Reste l'épineux problème financier : cette réforme est supposée à favoriser des économies budgétaires (20 milliards en 5 ans), sauf que d'ici 5 ans ce seront des dépenses supplémentaires qui seront le lot de toutes les collectivités territoriales

Bien évidemment les problèmes de l'allocation des ressources et la fiscalité n'ont pas encore été évoqués et ne le seront pas tant que la réponse à la question QUI FAIT QUOI ne sera pas apportée